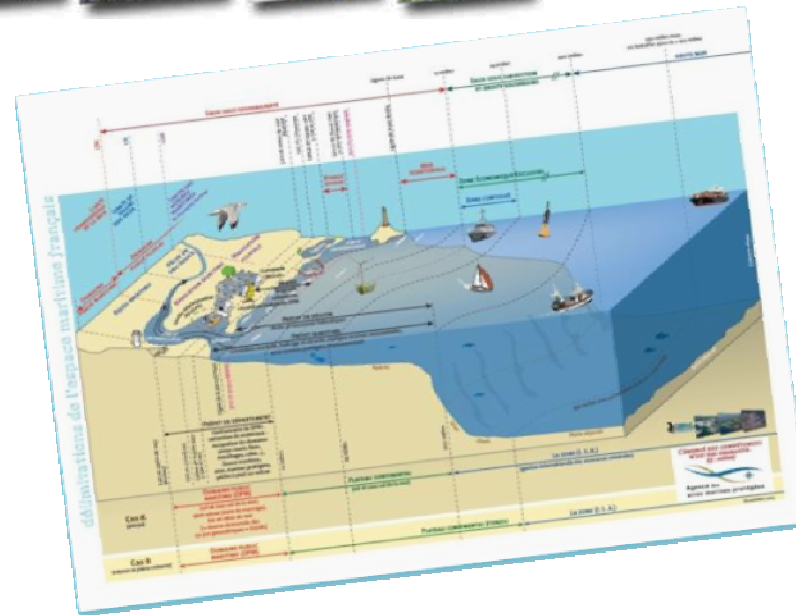


Le groupe de travail GIMeL (Géo-Informations pour la Mer et le Littoral)



Sous-groupe Etat des lieux, besoins émergents, difficultés
Florence Naizot animatrice du sous-groupe, DEB/DGALN



*Commission Données du CNIG
Saint-Mandé, 01/07/2016*

Plan

- Constat ALPC
- Recensement des besoins
- Premiers résultats
- Programme de travail pour 2017

Constat services déconcentrés

ALPC et SG mer

Emergence de nouveaux enjeux va conduire à un foisonnement de production de données sur la mer et le littoral

- Besoin de planification des activités en mer (dir PEM) et sur le littoral (GIZC)
 - Risques submersions marine, tempêtes, stratégie nationale de gestion du trait de côte
 - Politique renforcée des aires marines protégées et plans de contrôles associés
 - Développement des énergies marines renouvelables
 - Développement des activités en mer –extraction de granulats...
 - Tourisme littoral et en mer – conflits d’usage, problématiques sanitaires,...

Constat services déconcentrés ALPC

- Dispersion des données
- Faible capitalisation/mutualisation des données fabriquées reflétant les organisations différentes
- Manque de données sur certaines thématiques –biodiversité- *versus* des données très pointues (Litho 3D)
- Qualité faible de la donnée (robustesse, validité)
- Besoin de statut de référence pour les risques (prévention, gestion de crise...)
- 3 niveaux existants de connaissances et donc en besoins et outils ;
 - Nationaux : fondamentaux, données sur l'environnement;
 - régionaux/SRM : observatoires, organisations socio-professionnelles, DSF-PAMM DCSMM, SRADDET-SRCE, Scots, Sdage-Sage, SMVM, Strat Gestion trait Côte -sens particulier ;
 - Locaux : études d'impacts, études d'incidences, données d'instructions, arrêtés autorisation et d'exploitations

Réponse = socle de référence

- Une réponse unique vs foisonnement des données
- Une démarche de consolidation des données diffusées
- Des données multi-usages
- Prise en compte des échelles spatiales et de temps
- Une implication des producteurs organisée

- Synthèse GT-Gimel 2015
 - Définir le contour du socle de données géographiques de référence sur la mer et le littoral*** (référentiel et données d'intérêt général) utiles à l'ensemble des acteurs de la sphère publique et contribuer à la production des spécifications nationales pour ces données lorsque c'est nécessaire ;
 - il s'agira en priorité des données physiques et administratives communes à la sphère des acteurs public et non pas des données métier liées à une thématique ;*

 - Ce socle devra contenir in fine les résultats des travaux des 3 autres sous-groupes mandatés par le GT Gimel

Méthodologie utilisée

- Base tableau édifié en 2015 avec la somme des critères priorité pour info (*portée réglementaire, portée internationale, stabilité des données dans le temps, multi-thématique, valeur référentielle pour la création des données thématiques*)
- Rajout de colonnes
 - précisant selon les grilles d'analyse de l'agence européenne de l'environnement s'il s'agit de données décrivant les forces motrices, l'état du milieu, les pressions sur le milieu...
 - Le lien avec les données réglementaires
 - Par le GIP ATEGERI Aquitaine: données présentes sur la plateforme et téléchargeables
- Remplissage de lignes
 - Par les personnes du sous-groupe de travail
 - par les ADL des DIRM/DDTM et Dreal,
 - Par la DEB: au regard des résultats du recensement des besoins en données dans le cadre de la mise en œuvre du cycle 2 de la Directive cadre stratégie milieu marin (DCSMM)

Les résultats – partiels –

- 103 données identifiées (quelques doublons)
- 25% nouveau issu des besoins pour la DCSMM
- Producteurs principaux identifiés :
 - AFB: 7% données
 - Cerema : 3% (en direct ou concentration des données IG)
 - DDTM-DIRM/ Directions générales du MEEM : 20%
 - SHOM : 16%
- Sans producteur identifié : 50% des données

Les résultats – partiels –

- De nombreux types de données
 - Des fonds de carte
 - Des données géographiques descriptives
 - Des limites de régulation de certains usages en mer
 - Des limites réglementaires
 - Des limites liées à des régimes d'autorisation
 - Des zones protégées au titre de l'environnement (stratégie des aires marines protégées en application de N2000 et de DCSMM) ou des paysages –espaces remarquables loi Littoral,...
 - Des zones de gestion au titre du croisement des directives cadre sur l'eau, DCSMM et des directives Natura 2000
 - Des sites de surveillance –monitoring- au titre de ces directives

Résultats partiels –annexes Inspire

	Nombre	%
I-2-système de maillage Géographique	1	1
I-3-dénominations Géographiques	2	2
I-4-Unités Administratives	1	1
I-6-Parcelles Cadastreales	5	5
I-7-Réseaux de Transport	1	1
I-8-Hydrographie	6	7
II-1-Altitude	2	2
II-3-Orthoimagerie	5	5
II-4-Géologie	3	3
III- Species distribution	1	1
III-11-Zones de gestion, de restriction ou de réglementation	2	2
III-12-Zones à risque naturel	23	25
III-15-Caractéristiques géographiques océanographiques	1	1
III-16-Régions maritimes	4	4
III-16-Régions Maritimes	1	1
III-18-Habitats et Biotopes	17	18
III-3-sols	1	1
III-4-Usage des Sols	1	1
III-5-Santé des Personnes	4	4
III-6-Services d'utilité publique et services Publics	1	1
III-7-Installations de suivi Environnemental	6	7
III-lieux de production et sites industriels	3	3
(vide)	1	1

GIP ATEGERI

- 36 % des données du socle théorique se trouvent sur la plate forme Aquitaine
- Dont données les plus téléchargées : 84 %

Données de la liste du socle déposées sur la plate forme	Potentiel socle	Nbre existant	Les plus téléchargées
I-2-système de maillage Géographique	2		
I-3-dénominations Géographiques	1	1	1
I-4-Unités Administratives	3	2	1
I-6-Parcelles Cadastrales	1	1	1
I-7-Réseaux de Transport	6	4	3
I-8-Hydrographie	2	2	2
II-1-Altitude	3	2	1
II-3-Orthoimagerie	3	2	
III-11-Zones de gestion, de restriction ou de réglementation et unités	20	3	3
III-15-Caractéristiques géographiques océanographiques	4	2	2
III-16-Régions Maritimes	1	2	2
III-18-Habitats et Biotopes	17	1	1
III-3-sols	1		
III-4-Usage des Sols	3	2	2
III-5-Santé des Personnes	1	1	1
III-6-Services d'utilité publique et services Publics	6	2	2
III-7-Installations de suivi Environnemental	3	1	1
<i>vide</i>	9	3	3
	86	31	26

Source GIP ATEGERI_2017, GT Gimel fev 2016

Process général

- Suivi général groupe de travail
 - 1 réunion mars : critères de priorité,
 - 1 réunion juin: résultat travail phase 1
 - 1 réunion septembre : résultat phase 2
- SS groupes
 - 17 thématiques orphelines
 - SHOM : 31 jeux de données
 - Ifremer : 4 jeux de données
 - Services déconcentrés Etat : 20 jeux de données
 - AFB : 2 jeux de données, nbre à conforter
 - Collectivités : GIP plate-formes/ préciser ports/dragage, ENS, -formaliser mandat GEODE

Redéfinition des critères de priorité

- discussion à mener
 - Accompagnement standardisation données mères
 - Toutes les données réglementaires sont prioritaires
 - perspective de mise en place des plans de contrôle de l'environnement marin (note N° 180/SGMER)
 - Perspective des besoins DSF avec leurs cartes en lignes, mais également les SMVM (mesure des programmes de mesure, volet mer des Scots)
 - Cyclicité de l'exercice évaluation des eaux marines (6 ans) = carroyage des usages/travail autre sous groupe
 - Développement des activités en mer (EMR, granulats...)

Programme de travail commun

Phase 1

- Compléter le tableau plus finement sur les acteurs en jeu (complétude producteurs, diffuseurs, autorité compétente)
- Identifier les données mères/les données filles
 - Espaces terrestres et marins (mères) du trait de côte (fille)
 - Ligne de base (mère) du DPM ou des eaux intérieures
 - DPMN (mère) pour la servitude EL9 (fille)
- 1 process harmonisé par jeux-liasses de données identifiés
- Faire des regroupements selon les échelles de besoins
- Arrêter les fréquences de mise à jour dans la perspective de mise en place de millésimes
- Traduire en un calendrier de mise en œuvre sur 2 ans - horizon 2020 reportages DSF-DCE-DCSMM
- Identifier quelle est la commission de validation stds (prog 2018) CNIG/Sandre/Covadis

Programme de travail commun phase 2

- Identifier le rôle de chacun dans la production et la diffusion de données :
 - Éviter les doublons de production-diffusion
 - Parvenir à une couche d'information nationale, voire par SRM
 - Etablir plans de charge Sandre/Covadis/CNIG
- Chacun des producteurs en charge d'un jeu-liasse de données,
 - s'attachera à produire les standards et dictionnaires, et les présenter aux instances de validation
 - S'engagera à la mise à jour des référentiels (millésimes)
 - S'engagera à leur diffusion
 - Formaliser cet engagement

Pm. Implication des services du MEEM

- Potentiellement producteur/utilisateurs de nombreuses infos
- Impliquer les ADL des DIRM et des DDTM :
 - **les Equipements de signalisation maritime (ESM)** : Aladin les exporte effectivement tout prêt et fait office de standard.
 - Peu de travail à faire.
 - Obtenir l'accord de la DGITM/DAM pour lancer/mener le standard
 - **les ports** : le travail est important mais nécessaire maintenant.
 - Intégrer les travaux des nombreuses collectivités qui ont numérisé les périmètres des ports pour observer l'activité.
 - En croisant nous ce travail de numérisation/harmonisation avec celui du Cerema dans le cadre du PdM comme "table attributaire", on pourrait avoir une belle photo des ports et de leur état en 2017.
 - Obtenir l'accord de la DGITM/DAM pour lancer/mener le standard
 - **réglementation des pêches** : En principe un travail de numérisation effectué sur la base d'un document permettant de contrôler la saisie avec un indicateur de qualité
 - reste à compléter et standardiser.
 - Obtenir l'accord de la DPMA
 - S'appuyer sur les DDTM et ULAM surtout pour vérifier et comprendre les arrêtés qui posent problème.